

Le 3 Septembre 55

Cher Collègue,

Vous êtes prié d'assister à la réunion de la Ligue de Touraine qui aura lieu, le Samedi 10 Septembre 1955 à 20 H 30, dans le bureau de notre Président, 23, Avenue de Grammont à Tours (1er Etage)

ORDRE DU JOUR

Organisation saison 55-56

Nomination d'un Chef de district pour la Sarthe.

Question diverses.

Le Secrétaire Général

P. JOYAU.

Procès-Verbal de la réunion du Bureau de  
la Ligue du Samedi 10 septembre 1955

La réunion commence à 21 heures 10 sous la présidence de M. BARDIN, dans la salle du Café du Nord au Mans.

Etaient présents : MM BARDIN, DUFOUR, JOYAU, BOURGEOIS  
MM LAMBERT, PINOT, GUILLET, CHAU-  
VELIER.

Excusé M. PICMARD -- Secrétaire de séance M. BOURGEOIS en l'absence de M. PICMARD.

Le Président procède à la lecture du Procès-Verbal de la séance précédente et M. DUFOUR fait observer qu'il est regrettable que ce procès-verbal fasse mention de la lettre de démission de M. RAGOT "dont il vaudrait mieux ne pas parler". Il demande que ce passage soit supprimé au Procès-Verbal.

Le Conseil constatant l'impossibilité de donner suite matériellement à ce vœu, le Président met aux voix l'adoption du Procès-Verbal qui est accepté à l'unanimité.

M. BARDIN, après proposition de l'Ordre du Jour, signale le cas particulier d'un nommé GUTTERIEZ, auteur de nombreux actes délictueux sur la Côte d'Azur et à Paris, qui pourrait demander son affiliation dans des Clubs de la Ligue. Il demande que l'on réponde à ses demandes en le faisant patienter et que l'on en avise immédiatement la Ligue.

NOMINATION D'UN CHEF DE DISTRICT POUR LA SARTHE

Le Président aborde ensuite la question de la nomination d'un chef de district pour la Sarthe, M. NAVEAU ayant envoyé sa démission.

M. BARDIN donne lecture de cette lettre de démission en date du 11 juillet "pour raisons personnelles" et questionne les différents membres appelés à donner leur opinion sur ce sujet. M. CHAUVELIER qui prit contact avec M. ROUAULT sollicité pour ce poste n'apporte pas de réponse ferme de ce dernier. M. BARDIN a pour opinion que le chef de district doit être pris en dehors du Conseil et trouve important de "chercher dans les jeunes souches".

M. CHAUVELIER pour sa part aimerait que l'on trouve un chef de district qui n'appartienne pas à un "gros club". M. BARDIN croit nécessaire d'expliquer sa position et indique "qu'il aurait été facile de penser à M. GUILLIER, mais qu'il préfère coopter un chef de district pour faciliter la continuité et donc, en conséquence, de choisir un nouveau, épaulé par des "anciens". Il regrette, à ce sujet, l'absence de M. ROUAULT.

M. CHAUVELIER avance le nom de M. DEMOY que M. BARDIN tout en lui reconnaissant des qualités n'estime pas souhaitable du fait qu'il n'est pas encore suffisamment "rodé". Il ajoute qu'à son avis ce chef de district peut être pris parmi les membres de la Ligue mais qu'il y a intérêt à rechercher un nouveau et un jeune de préférence, qui serait soutenu par les anciens.

M. JOYAU est d'avis de désigner M. ROUAULT, et M. LAUBERT est lui même convaincu qu'il est le seul qui soit capable de remplir ces fonctions.

Le Conseil de la Ligue délibère sur cette proposition et M. BARDIN, après avoir rendu hommage à M. DUFOUR qui a su réunir et unifier les Clubs d'Indre et Loire propose de mettre aux voix la motion suivante : "Le Conseil de la Ligue nomme M. ROUAULT chef de district de la Sarthe et le coopte comme membre du Comité.

Il charge M. LAMBERT, Vice-Président, d'organiser à l'avenir avec M. ROUAULT les réunions de la Sarthe".

Le Conseil souhaite que M. ROUAULT soit sérieusement "épaulé" dans sa tâche et ce, plus particulièrement par le Vice-Président.

M. DUFOUR estime qu'il serait nécessaire que le Conseil de la Ligue se réunisse une fois par mois autant pour l'esprit du Conseil que pour un meilleur travail. Cette suggestion sera examinée.

M. BARDIN aborde ensuite la question de la propagande mais croit nécessaire d'ouvrir une parenthèse avant de poursuivre pour regretter que cette réunion n'ait pu se tenir à TOURS comme il était prévu en raison des empêchements de ses collègues Manceaux. Il aimerait qu'à l'avenir les Manceaux fassent l'effort nécessaire. En ce qui concerne la question

#### PROPAGANDE

M. BARDIN indique qu'il avait convoqué M. RIOLLAND chargé de la propagande pour l'Indre et Loire et que celui-ci n'a pu se déplacer au Mans. Divers noms sont prononcés pour la Sarthe et en particulier (M. Christian DUCHASSAING qui recueille l'approbation générale, et M. Michel GERARD). Le Conseil est favorable à l'idée que plusieurs personnes accomplissent ce travail dont on pourrait confier toutefois la direction à l'un d'entre eux. M. BARDIN reconduit alors une précédente proposition demandant à M. LAMBERT de revoir les principaux intéressés (MM. COULIEVENT, DUCHASSAING, GERARD) et charge M. LAMBERT de leur donner des directives.



## CLASSEMENT

M. BARDIN passe ensuite à une autre question de l'Ordre du Jour : le Classement.

Il définit la position prise et rappelle que : jusqu'à 10, le classement est définitif, les 15 pouvant toutefois être revus. Les propositions faites par la Ligue de TOURAINE ont été dans l'ensemble bien acceptées par la Commission Nationale de Classement malgré que ce projet ait été, à dire vrai, sensiblement "exagéré". Toutefois, M. BARDIN estime qu'il avait à défendre intégralement cette proposition et déclare l'avoir soutenue de tout son appui.

Il indique ensuite un classement officieux : M. BOUCHARD (5), M. RAGOT (10), M. BREE, M. DIGNEFFE, M. ROQUEBERT, M. CHAUVELIER (15) etc... Il est à noter que les 15 sont particulièrement sous réserves et que ce classement risque d'être revu. *par la Fédération -*

M. BARDIN indique au Conseil qu'à l'échelon national on envisage la modification de la composition de la Commission Nationale de Classement jusqu'ici nommé par le Conseil. Désormais, en plus de 3 ou 4 membres désignés par le Conseil, on trouvera un rapporteur du classement par Ligues qui sera, certes, l'avocat de ce classement mais qui pourra en outre par confrontation tendre à un classement plus équitable sur le plan national. M. BARDIN ajoute qu'il aimerait se démettre de ses fonctions actuelles de rapporteur au classement.

M. CHAUVELIER n'est pas d'accord sur cette démission et estime que M. BARDIN "remplit toutes les conditions nécessaires pour faire admettre les vues légitimes de la Ligue".

Après lecture du classement celui-ci est adopté à

l'unanimité.

### PROJET de BUDGET 1955 - 1956

M. BARDIN donne la parole à M. JOYAU pour aborder la question du budget de la saison qui s'établit comme suit et recueille l'accord du bureau. ?

### PARTICIPATION AUX INTERLIGUES ET CHAMPIONNAT INDIVIDUEL

La question est posée de savoir s'il est plus heureux d'envoyer des joueurs à NANCY (interligue) ou à TOULOUSE (individuel~~les~~s). Sur ce point, M. JOYAU constate que les 2/3 des recettes sont consacrés aux frais de déplacement des joueurs et propose de supprimer la prise en charge des frais de déplacement TOULOUSE du fait que le Championnat de France est une épreuve individuelle.

M. BARDIN voudrait inaugurer quelques matches interligues (interligues juniors, cadets, femmes) par exemple : POITOU-TOURAINNE, seniors ou TOURAINNE-ATLANTIQUE, cadets etc... dans les limites de notre budget et répond à M. JOYAU qui craint que ce soit trop coûteux que de toutes façons ce serait moins cher que TOULOUSE et par contre plus intéressant et plus utile. Il estime que l'on ne doit pas indemniser les Championnats de France mais porter les efforts dans un autre sens. Toutefois il reconnaît que si un joueur se montrait remarquable il serait toujours temps de l'indemniser exceptionnellement pour le Championnat individuel de TOULOUSE.

### AMELIORATION DES FINANCES DE LA LIGUE

Il ressort, ensuite, d'une discussion générale que presque toutes les ligues de France demandent 2 000 F d'affi-

liation (1 500 F d'affiliation + 500 F pour la Ligue), ce qui améliore les moyens de celle-ci et M. BARDIN demande au Conseil des propositions pour améliorer les finances de la Ligue.

M. LAMBERT émet l'idée d'une souscription et des idées se font jour sur (l'enjeu) de celle-ci (table, voyage pour les championnats de France etc...). Le lot de cette souscription sous forme d'une table ne semble pas être retenu puisqu'intéressant davantage le club que l'individu et, dans ces conditions n'offrant pas d'intérêt pour des joueurs "peu portés en général sur l'esprit du club". D'autres idées sont émises et une proposition s'en dégage. Le Conseil désigne une commission d'étude de cette souscription composée de M. JOYAU (Trésorier) et de M. BOURGEOIS. Ils devront en particulier étudier les formalités et présenter un rapport au Conseil.

#### FRAIS D'ENGAGEMENT DES CHAMPIONNATS PAR EQUIPE

M. BARDIN donne ensuite la parole à M. JOYAU en ce qui concerne les frais d'engagement des Championnats par équipe. M. JOYAU propose de doubler le prix des engagements qui se monteraient à 500 F au lieu de 250 F. Il s'ensuit une discussion générale et l'on évoque en parenthèse la nécessité du port de la tenue grise et des amendes, sources de profit, par l'application de sanctions pour les joueurs non conformes. M. DUFOUR fait remarquer que les engagements ont déjà été augmentés l'année précédente et trouve abusif une nouvelle majoration. Toutefois MM PINEAU, CHAUVELIER et GUILLER semblent se rallier à 400 F et MM LAMBERT, DUFOUR et FERRANT sont pour le statu-quo. Avant de poursuivre plus avant les consultations des membres M. BARDIN rallie l'opinion des membres sur la nécessité

de cette augmentation et met aux voix une moyenne de 350 F.  
La majorité des membres sauf MM LAMBERT et DUFOUR, (M. JOYAU s'abstenant) se prononce pour cette dernière somme qui est adoptée.

REGLEMENT DES CHAMPIONNATS

M. BARDIN reprend la parole pour remercier ses collègues qui ont répondu à la demande de suggestion en ce qui concerne le règlement des championnats et le Conseil entend les commentaires de M. GUILLIER sur la lettre qu'il avait envoyé à ce sujet à M. Bardin, concernant la composition de la dernière équipe.

M. BARDIN estime nécessaire de s'en rapporter à l'article 18 qui admet que les cas non prévus sont du ressort de la ligue et indique que pour sa part il croit nécessaire en ce qui concerne les équipes "inférieures" de faire preuve d'une certaine souplesse. Il propose un large additif en ces termes :  
"Les commissions sportives ou les districts seront habilités pour admettre des remplacements dans la dernière équipe d'un club".  
Mis au voix cet additif est adopté à l'unanimité.

M. JOYAU développe ensuite son avis sur le lieu des rencontres et propose une solution intéressante. Il estime en effet que les matches d'excellence pourraient se jouer dans des clubs susceptibles d'être intéressés par cette propagande ; partant de cette idée que ces matches se jouent le plus généralement devant des chaises vides. (Bien entendu ces matches ne pourraient se faire que sous réserve de respecter les conditions de jeu) Une circulaire serait adressée aux clubs susceptibles d'être intéressés et on pourrait envisager de leur demander une petite somme.



M. ~~HERRANT~~ fait remarquer qu'une indemnisation doit être demandée au club recevant. Cette remarque est retenue. En définitive, le principe de la proposition de M. JOYAU est accepté par la Commission qui renvoie à la Commission Sportive pour exécution.

#### FORMATION D'UN CLUB

Une parenthèse dans la discussion précédente permet de noter que M. LAMBERT fera le nécessaire pour qu'un club en formation à Pontvallain soit contacté.

#### S. P. P. C. M. - U. S. M.

Une autre parenthèse dans le début d'exposé de M. BARDIN sur le calendrier amène le Conseil à discuter de l'affaire du S. P. P. C. M. et de l'U. S. M. Le Président rappelle que le 25 juin sur demande du S. P. P. C. M. le Conseil décida d'accepter la proposition de M. Pineau qui s'engageait pour l'U. S. M. à faire parvenir son affiliation et ses demandes de licence sous réserve que les nouvelles licences représenteraient au moins les 3/4 des joueurs de l'ex S. P. F. C. M. Or, le 11 juillet la Préfecture de la Sarthe déclare le S. P. P. C. M. dissout, et le même jour M. Pineau envoie à l'échelon national un appel sur le classement en championnat de Touraine du S. P. F. C. M.

M. PINEAU en convient et déclare que c'est le résultat d'une erreur. Il précise, d'une part, que la lettre à Paris a été faite un mois avant et qu'elle est restée en attente et que, d'autre part, la Préfecture s'était engagée à son égard à ne pas envoyer la lettre de dissolution avant le 16 et n'a pas suivi cet engagement.

M. BARDIN regrette vivement cette erreur qui l'a mis dans une situation embarrassante du fait que le 11 juillet il

existait à la fois une lettre de dissolution et une lettre de réclamation.

M. BERRANT fait le point sur la situation des licenciés et rappelle qu'il y en avait 56. En appliquant la réserve des 3/4 il apparaît nécessaire de fournir 42 nouvelles licences alors que seulement 13 sont connues.

M. BARDIN conclut en demandant que M. Pinot~~en~~ envoie le solde de ses licences et remplisse ses engagements avant la clôture des engagements par équipe.

M. PINOT tient à ajouter que la réclamation du S. P. P. C. M. peut être considérée comme nulle mais M. BARDIN proteste malgré tout avec vigueur contre "l'attitude de M. PINOT à l'U. S. M. et à l'ex S. P. P. C. M. et pour son intervention directe à Paris".

#### CALENDRIER

Le Président aborde ensuite la question du "calendrier".

M. JOYAU demande la date de ~~son~~ <sup>de l'U.S.M.)</sup> tournoi à M. PINOT~~en~~ qui le lui indique comme étant fixée au 5 février. Le C. O. P. de son côté précise que le sien aura lieu le 23 octobre. Bléré l'a prévue en principe le 6 novembre et La Fuye n'a pas de date. M. JOYAU propose alors le 9 octobre pour le tournoi d'ouverture. Date retenue.

#### SELECTION POUR NANCY

M. BARDIN croit nécessaire de penser dès maintenant au mode de sélection pour Nancy. Il émet l'idée qu'il faudrait peut-être rechercher des juniors.

M. BERRANT s'oppose à la sélection de ceux qui n'au-

raient pas joué le tournoi de classement.

M. CHAUVELIER n'est pas d'accord sur l'idée de rechercher des jeunes et conclut : "les jeunes n'ont qu'à prendre notre place".

M. BARDIN précise qu'il lui semble que le travail de la Ligue est précisément d'incorporer un maximum de jeunes.

M. JOYAU propose alors de faire effectuer un 6 x 6 pour la Sarthe et l'Indre et Loire avec la possibilité d'incorporer 1 jeune par département.

Le Conseil retient en définitive la proposition de M. JOYAU en réservant le 11 novembre aucune date de sélection.

A 0 heure 45 l'Ordre du Jour étant épuisé la séance est levée.

le Secrétaire  
*Minguez*

Vu le Président

*Paul Bardin*